



# uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

## Exercice alibi?

L'agriculture et l'alimentation sont des thèmes tendance qui suscitent plusieurs convoitises parmi les organisations agricoles et les partis. À peine la politique agricole 2014 mise sous toit, que de nombreux projets d'initiatives populaires fleurissent. Uniterre a retravaillé son texte d'initiative de 2008 qu'il avait retiré au profit d'une initiative parlementaire de Jacques Bourgeois sur la souveraineté alimentaire, dont le résultat au final n'a rien apporté de concret dans la nouvelle loi sur l'agriculture. Comme pour le Cassis de Dijon, la politique *politicienne* a vidé de sa substance, ce que la base souhaitait voir se réaliser. Un gâchis, un de plus.

Votre syndicat a pris le temps de faire la tournée des sections, huit séances en un bon mois, ce qui a permis aux membres de donner leur avis sur l'idée d'un futur lancement d'initiative tout en se positionnant sur le contenu. Si ce dernier a été salué dans l'ensemble des sections, nos membres ont demandé au préalable de tenter d'unir les forces et d'éviter de partir séparément



Les comités d'Uniterre et le secrétariat vous souhaitent d'excellentes fêtes et une belle nouvelle année 2014!

avec 3 ou 4 initiatives populaires traitant de sujets proches. C'est ce qu'Uniterre a tenté de faire en invitant les différents groupes auteurs de textes le 6 décembre. Malheureusement, l'approche des élections fédérales semble peser de tout son poids et Uniterre se profile comme étant le seul groupe sans agenda électoral, mais ayant la plus forte volonté de réellement améliorer la situation des familles paysannes.

Aujourd'hui, après nos séances de sections et notre comité de décembre, il nous semble nécessaire de poursuivre sur la voie d'une initiative lancée par Uniterre, avec toutes les alliances possibles, pour un projet global à l'image de notre syndicat. C'est pourquoi nous allons soumettre notre texte à un-e juriste constitutionnaliste pour qu'il nous guide dans ce domaine. Le texte final et la décision d'un éventuel lancement d'initiative seront bien évidemment soumis aux membres lors d'une assemblée générale extraordinaire. Vous aurez ainsi le dernier mot.

### Pourquoi ne pas nous rallier à l'initiative de l'Union Suisse des paysans?

Avec toute la bonne volonté, il ne nous est pas possible d'aller dans ce sens, même après les ajouts apportés par le groupe rassemblés autour du parlementaire Joder. Des éléments cruciaux tels que le bien-être des familles paysannes et des salariés agricoles (prix, revenus, salaires), la question de la relève paysanne ou du droit de se protéger à la frontière y sont absents. En fait, à trop vouloir lisser son texte pour être sûr de gagner, l'Union Suisse des Paysans semble s'acheminer vers une victoire sans effets. C'est en quelque sorte occuper le terrain de jeu sans chercher à marquer un but.

Vouloir approvisionner la population sans définir dans quelles conditions, cela nous paraît comme signer un chèque en blanc. Quant à la *protection des terres agricoles*,

argument avancé par l'USP, c'est louable, mais largement insuffisant. Si plus aucun paysan n'est là pour faire fructifier ces terres, pour les entretenir, à quoi bon?

Pourtant, nombre de points que nous soulevons semblent, à terme, convenir à l'Union Suisse des Paysans, mais... nous sommes a priori trop précurseurs. Selon eux, il faut attendre que des règles ou des limites nous soient imposées de l'extérieure plutôt que d'anticiper. Cela nous rappelle fâcheusement l'attitude des banques suisses qui ont tiré sur la corde jusqu'à ce qu'elle se casse. Il a alors fallu négocier sous la pression et ainsi concéder bien plus que si nous avions pris les devants.

Pourtant, il semble cohérent et éthique de renoncer aux subventions à l'exportation si nous exigeons le droit de garantir une protection à la frontière. Il paraît juste de reconnaître la nécessité de meilleures conditions de travail pour les salariés de l'agriculture, si nous souhaitons la mise en place de conditions cadres permettant la création d'un meilleur revenu pour les familles paysannes. Vis-à-vis de la société, Uniterre se positionne ainsi comme un syndicat de personnes responsables ayant des droits et des devoirs. Regarder plus loin, imaginer la nécessité d'un renversement de vapeur dans l'évolution structurelle nous paraît incontournable. Aujourd'hui, l'agrandissement effréné de nos structures n'a que rarement été bénéfique. Nombre de familles paysannes se plaignent de la surcharge en travail, de la difficulté de lever le nez du guidon, de l'impossibilité de transmettre son domaine vu le prix qu'il représente aujourd'hui.

Le monde ne s'est amélioré que lorsque certaines personnes ou groupes de personnes ont osé des utopies qui, au final, se sont réalisées. Alors, ne devrait-on pas oser l'utopie?



Lait

Affaire Pringy

Page 4



ACP

Nouvelle ACP à Nyon?

Page 5



PA 14-17

C'est parti!

Page 6



OMC

Tapis rouge à Bali

Page 7

APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE LOCAL

# «Nous n'avons plus besoin les uns des autres»

**Quelle plante croît, quelle plante cède sa place ? Les patates doivent pousser, les sols devenir plus fertiles. Mais le principe *croître ou céder* signifie autre chose. Ainsi, nous soulevons la question: qu'est-ce qui doit croître, qu'est-ce qui doit céder?**

Isolé au milieu de la modeste place du village se trouve un magnifique panneau noir avec le nom *Siderswil*\* écrit en lettres dorées. Le fier panneau est entouré d'un jeu de pavés et d'un arrangement floral soigné avec amour. Tout va bien dans le meilleur des mondes. Dans ce hameau du Plateau suisse, j'ai fait une marche à travers la campagne avec mon ami qui est fils d'agriculteur. Il m'a montré sa commune d'origine. Aujourd'hui, Siderswil compte 40 habitants, dont 9 enfants. Il y a 40 ans, lorsque mon ami était encore un gamin, il y avait une centaine d'habitants. Aujourd'hui, il y a un paysan bio, un paysan IP-Suisse et un paysan avec 8 000 poules pondeuses. 40 ans plus tôt, il y avait environ 10 fermes. Aujourd'hui, deux tanks à lait différents viennent chercher le lait pour la transformation. Le lait bio va à la laiterie bio, le lait IP va ailleurs. La fromagerie en bordure du village produit du fromage Appenzeller avec du lait provenant d'ailleurs. Le restaurant est géré par une femme d'environ 80 ans. En raison d'un accident, elle a dû fermer récemment.

Le propriétaire de la grande pension pour chevaux *Horse Joy Farm*\* a pu acheter sa ferme et ses terres à bas prix. Parmi les cavaliers et les propriétaires des chevaux, certains viennent de l'étranger. Le fourrage est acheté, le fumier vendu. Le producteur d'œufs achète ses aliments pour poules également ailleurs. Probablement, il contient du soja brésilien. Les œufs ne peuvent pas être consommés dans la région.

Les producteurs de lait utilisent les prairies (et achètent probablement des concentrés).

D'après les explications de mon ami, le paysage s'est fortement transformé depuis son enfance. On a abattu de nombreux arbres haute-tige, fermé les fossés et arraché les haies. Voie libre pour les tracteurs.

## Le paysan et la paysanne sont du sable dans l'engrenage

*Croître ou céder* engendre plus de commerce, plus de capitaux et plus de transports autour du globe; le libre marché envahit l'agriculture. Comme par miracle, les haricots du Kenya et les pommes du Chili sont moins chers que les produits locaux. Beaucoup en profitent, mais pas les paysannes et les paysans. Est-il possible que notre système d'approvisionnement soit *too big to fail*? Trop grand pour tomber en faillite? De nombreux emplois, d'actifs financiers et de caisses de pension en dépendent. Les États sont obligés de maintenir avec des sommes faramineuses et des lois ce système qui est un non-sens social et écologique. La fameuse histoire des patates récoltées en Hollande, lavées en Hongrie, coupées en Italie et mangées en Hollande en est la preuve. En effet, cela augmente le produit intérieur brut et la croissance, mais il n'y a aucune plus value. Ainsi, trop de gens exploitent l'agriculture et l'empêchent d'évoluer vers un système

socialement et écologiquement plus durable. En l'état, le phénomène inverse se produit: les paysannes et les paysans sont une entrave à la valorisation optimale des capitaux.

## Aucune alternative en vue

La logique entrepreneuriale est en conflit avec la logique macroéconomique. Chaque acteur, chaque paysanne, agit de façon judicieuse, efficace et rentable: le transport du lait avec deux camions différents chez deux transformateurs différents doit être rentable pour les transporteurs et les grandes laiteries. De même, il est financièrement intéressant de fourrager 8 000 poules pondeuses avec des aliments importés et d'évacuer le fumier ailleurs. La société entière est organisée comme ça. Les différentes fonctions ont été séparées selon une logique industrielle et capitaliste. Le transport n'est qu'une conséquence négative parmi d'autres dans ce processus de concentration: technicisation, standardisation, anonymisation des relations, investissements dans l'hygiène et utilisation non durable des ressources. Le jeu est exclusivement ouvert à ceux qui ont d'importantes ressources en capital et donc de la puissance économique à disposition. Les petites entreprises de production et de transformation cèdent la place et notre nourriture devient une marchandise standardisée. Je me demande ce qui se passe avec notre âme, si elle est exposée à longueur de journée à une telle mortification, si elle évolue dans une monoculture?

## Problème et solution

*Croître ou céder*, un principe propagé comme un remède miracle. Les répercussions négatives de la croissance sont traitées avec davantage de croissance et de cession. La production de 8 000 poules pondeuses est plus rentable qu'une ferme avec des vaches affourragée à l'herbe, des poules qui se promènent librement, un jardin de légumes et de grandes cultures. La pension à chevaux est plus rentable que l'entreprise à 8 000 poules. En continuant dans cette logique, l'entreprise à 8 000 poules disparaîtra au profit d'un terrain de golf, d'une villa, d'un supermarché ou d'une station à essence, parce que leur rendement à l'hectare est plus important.

On peut dire que l'agriculture connaît des limites à la croissance biologique,

sociale et économique sans rajouter du romantisme à la petite paysannerie. Si l'on veut une agriculture d'avenir qui se base sur les principes démocratiques de la souveraineté alimentaire et de la durabilité dans le sens radical, il faut soutenir la création d'emplois agricoles et la diversité des fermes.

## Après l'abondance, la rareté

En fin de vie, les 8000 poules pondeuses deviennent des poules à bouillon, voire du biogaz. Leurs congénères masculins sont tués après l'éclosion. Le rendement en protéines des prés est poussé au maximum, ce qui entraîne inévitablement une diminution de la biodiversité. Le paysage dépeuplé obéit à la logique de la production industrielle. La fromagerie suit sa logique propre et produit du fromage avec du lait étranger pour des mangeurs anonymes.

*En fait, nous n'avons plus vraiment besoin les uns des autres*, écrit Charles Eisenstein, le précurseur du mouvement Occupy sur les conséquences de l'économisation de tous les domaines de la vie. Aujourd'hui, il faut payer pour ce qu'on recevait gratuitement et de bon cœur dans les voisinages d'autrefois: la garde d'enfants, les soins des malades et des animaux, les semences, le coup de main pour aller chercher la nourriture, les réparations, les arrangements floraux, la construction de maisons et d'étables, etc. Là où il y avait abondance, il y a rareté et cherté. Ainsi, les conditions sociales pour la durabilité cèdent leur place. Nous accordons trop d'importance à l'argent en pensant que cela nous apporte sécurité. Nous sommes secrètement convaincus qu'il sera toujours possible d'acheter nos aliments sur le marché mondial. Naïvement, nous sacrifions les réseaux d'approvisionnement local sur l'autel du profit. Mais le monde de la rareté et des relations d'affaires est froid est sans solidarité. Même à la campagne, nous en sommes dépendants, car le savoir-faire et la coopération ont cédé leur place. Mais, un autre monde est possible!

Thomas Gröbly  
thomas.groebly@ethik-labor.ch  
www.ethik-labor.ch

\* Nom inventé

[Traduction] Charles Eisenstein, *Ökonomie der Verbundenheit. Wie das Geld die Welt an den Abgrund führte – und sie dennoch jetzt retten kann*. Berlin, München 2013. S. 102

## Semaine du Goût 2014

2e année de partenariat d'Uniterre

### Inscriptions ouvertes

Paysans et paysannes membres d'Uniterre inscrivent gratuitement un événement!

021 601 74 67  
info@uniterre.ch



### Votre publicité dans le journal d'Uniterre?

021 601 74 67  
info@uniterre.ch

LETTRE DE LECTRICE

## Uniterre, une volonté de solidarité

Uniterre, c'est une dénomination qui en dit plus sur une volonté de solidarité entre les peuples que les termes *mondialisation* ou *globalisation*.

A ce jour, le dogme de rentabilité prôné par les maîtres de la finance et de l'économie n'a pas démontré, à quelques exceptions près, une volonté de partager et d'échanger de manière équitable les richesses planétaires.

Combien d'énergie est dilapidée pour produire ou pour convoier des marchandises d'un bout à l'autre de la planète, afin d'acquérir des aliments cultivés par les esclaves contemporains de pays *en voie de développement* au seuil de la misère? Après avoir rationalisé les entreprises, *dégraissé les effectifs*, certains prôneraient une délocalisation, voire l'éradication de la production alimentaire locale.

En optant pour une agriculture de proximité, le peuple suisse n'exprime-t-il pas une volonté de souveraineté alimentaire? Rationaliser, labelliser, voilà les cris de ralliement des nouveaux coupeurs de têtes. Nos descendants pourront bientôt

découvrir au musée d'histoire naturelle la vie de la dernière vache helvétique et peut-être même constater qu'avant la déforestation des forêts équatoriales, poumons de notre terre, les champs de blé ondoyaient aussi sous le vent des campagnes d'Occident.

Producteurs et marchands démontreront leur crédibilité, lorsqu'ils initieront un véritable partenariat où producteurs et vendeurs percevront un juste salaire (tenant compte de tous les coûts, charges salariales, prix des terres agraires, effets positifs sur l'environnement, etc.), lorsque les revenus agricoles deviendront comparables aux salaires en vigueur pour les différents emplois de la fonction publique.

Les offres des supermarchés se targuent de nous permettre d'acquérir une profusion de denrées, périssables ou non. Mais sommes-nous certains que notre pouvoir boulimique ne se fait pas aux dépens d'affamés? La nourriture n'est pas une marchandise. Fondement d'une bonne santé, elle peut largement concurrencer l'industrie chimique pour

nous maintenir en forme. Les primes d'assurance s'en verraient largement amoindries, sans parler - mais là, osez-vous rêver? - de la qualité de l'environnement planétaire.

Excusez-moi si je froisse quelques consommateurs, en rien je ne soutiendrai le discours flatteur des supermarchés en soutenant la baisse de prix du lait ou du pain, pour ne pas affamer le peuple. Plus de justice et des institutions sociales performantes existent dans notre pays. Inutile de déverser le lait à la boille sur tout ce qui réfléchit et s'alimente. Peut-on attendre de nos gouvernements, qu'ils courbent l'échine sous le joug des rois de l'économie et se font les consolateurs des princes de la finance, qu'ils jouent aussi un rôle pour le maintien de la production agricole de notre pays?

Yvonne Sommer  
Jussy (GE)

Merci au Syndicat agricole de Jussy pour son soutien!

Osons un lait de qualité

**PARABOL**

Bolus naturel

en cas de

Cellules somatiques  
trop hautes

LGC SA  
1627 Vaulruz

www.lgc-sa.ch 026 913 79 84

### APPEL A SOUTIEN

Pour renforcer son travail d'information auprès de la population et de lobbying auprès des institutions agricoles suisses,

Uniterre a besoin de votre soutien.  
**Un grand merci de votre appui.**

Uniterre p.a. Mme Aline Franel  
Le Crépont, 2105 Travers  
Banque Raiffeisen Basse-Broye Vully  
Compte Uniterre No 28496.55  
IBAN: CH50 8012 3000 0028 4965 5  
CCP de la Raiffeisen 17-6872-4

LETTRE DE LECTEUR

## Faire face aux marchands d'esclaves

Chers amis d'Uniterre, peut-être avez-vous entendu l'interview du chef du service de l'agriculture du canton de Vaud au sujet des nombreux suicides d'agriculteurs suisses. Il propose de créer un réseau de *sentinelles*, c'est-à-dire des personnes aptes à recueillir le ressenti des concernés, de leur permettre en quelque sorte de vider leur sac.

Je suis allé récemment rendre visite à des amis agriculteurs. Le chef de l'exploitation est passé rapidement et son salut était formulé en ces mots: *je me tue au travail, les journées sont beaucoup trop longues et chargées!* Il est producteur de lait qu'il livre à la Migros.

Vu la diminution de son revenu, liée à la réduction progressive du prix du lait à la production, il a décidé d'augmenter son cheptel et de moderniser ses équipements, ce qui a nécessité des charges supplémentaires - d'où la quête de revenus annexes sous forme d'engagements pour des travaux dans d'autres exploitations, avec en corollaire des investissements supplémentaires. C'est cette spirale de travail et de charges financières qui est, je crois, la principale source du désarroi des agriculteurs, conduisant certains au suicide. Vouloir résoudre ce mal-être par l'organisation d'une écoute sans toucher aux raisons

évidentes, notamment le prix du lait, me paraît un peu simpliste.

J'en viens ainsi à votre lettre aux membres de soutien et aux objectifs pour 2014 [ndlr: appel à dons d'Uniterre, octobre dernier]. Merci de nous faire part de ces efforts soutenus, en particulier pour le dossier laitier. Dans ce dossier, il me semble que les producteurs se divisent en deux groupes: les petits producteurs, c'est-à-dire ceux qui ne se sont pas laissés entraîner à accroître leur production et qui, modestes dans leurs objectifs, sont plus libres de leurs choix; et ceux qui sont pris dans une spirale de travaux et de charges. Une des difficultés du dossier laitier tient, je pense, au fait que les intérêts de ces deux groupes ne convergent pas, ou en tous cas pas encore. Comment atteindre un front commun face aux grands distributeurs-acheteurs? Ceux qui sont surchargés de travail n'ont guère le temps de beaucoup réfléchir, de participer à des séances, et sont comme pieds et mains liés aux acheteurs. Pour atteindre un soutien raisonnable et équitable des producteurs de lait, il est nécessaire de rassembler une force majoritaire seule capable de faire face aux *marchands d'esclaves* et à leurs alliés institutionnels, afin d'obtenir au niveau individuel de leur entreprise, quel que soit le volume de livraison,

un prix à la production qui permette de vivre décemment.

Un autre problème tient, je crois, au fait que, même soumis au dictat du marché, ils sont encore entrepreneurs, plus ou moins indépendants et conscients de leur droit de choisir. De plus, face aux options en discussion, leur dépendance individuelle du prix à la production détermine une marge de manœuvre et de choix de position qui varie et peut freiner leur disponibilité à s'engager collectivement. Ne faudrait-il pas consacrer des forces et du temps pour s'adresser à chaque *gros producteur* individuellement et s'efforcer de comprendre sa situation particulière et le rôle de son engagement dans le marasme laitier? Ceci implique à mon sens que les solutions étudiées pour faire face à la surproduction permettent à ces producteurs d'obtenir un prix qui ne les disqualifie pas automatiquement par rapport aux segments A-B-C, un conseil individuel de chaque entreprise basé sur les choix faits jusqu'alors et des perspectives de sortie de l'engrenage du marché.

Mais n'êtes-vous pas historiquement une force d'opposition au système et à tous ses compromis, en particulier à la position de l'agriculture soumise aux décisions de l'économie, une force qui rallie ceux qui ne sont pas d'accord

avec les règles imposées. Quelque part ce que je vous suggère ci-dessus de faire, signifie de jouer un autre rôle: celui d'intermédiaire au sein du monde agricole, sans liens fixes avec ses différentes composantes. Est-ce possible?

Un autre dossier mentionné dans votre lettre concerne les projets contractuels et de vente directe. Nombre d'agricultures et d'agriculteurs sont, je pense, en principe disposés à participer à de tels projets. Mais est-ce qu'ils ont les moyens pour étudier et se situer correctement par rapport à leur environnement géographique et humain, et aux conditions auxquelles ils devraient se soumettre pour que leur exploitation soit bénéficiaire de leur participation? Uniterre prend ici véritablement le rôle de conseiller, d'accompagnateur de projet.

Pour ce qui concerne votre projet d'initiative populaire fédérale sur la souveraineté alimentaire, je crois qu'elle aura valeur de test pour l'ouverture d'esprit de nos concitoyens et concitoyennes aux besoins des paysans, ici et au-delà de nos frontières. En même temps elle peut devenir comme une marque de votre qualité d'engagement, qui dépasse notre pays, un défi pour chacune et chacun, notamment dans l'agriculture.

Amitiés,

Eric Joseph, Bôle (NE)



LAIT: AFFAIRE PRINGY

## Les bagnards demandent des comptes

Le 11 décembre, quatre bagnards de la production laitière ont convoqué les médias. Ils ont déclaré que l'affaire de Pringy (FR) s'arrêterait là, par leur condamnation. Cependant, ils ont demandé des comptes.

Les bagnards ont estimé que ceux qui, au sein du conseil d'administration de la Fédération des sociétés fribourgeoises de laiterie (FSFL) en 2009, n'ont pas voulu faire appliquer les décisions de l'assemblée des délégués, sont coresponsables de la débâcle laitière qui subsiste encore aujourd'hui. Si un signal fort quant à la régulation avait été donné à l'époque à l'ensemble des producteurs suisses, il est probable que les décisions prises par la suite n'eussent pas été les mêmes. Peut-être qu'aujourd'hui les familles paysannes fonctionneraient avec un système d'adaptation des quantités, à l'image de ce qui est réalisé dans différentes interprofessions?

Quoi qu'il en soit, ils ont déclaré que les responsables et les personnes influentes qui se proclamaient experts du marché laitier à l'époque, ont montré, avec le temps, leur incompetence à

défendre les réels intérêts des familles paysannes, priorisant ceux de l'industrie. Les chiffres parlent d'eux-mêmes: bénéfices annuels records pour les industries contre 1 500 fermes laitières en moins chaque année. Pour les bagnards, ces dirigeants ont trompé leur base avec leurs discours lénifiants sur la situation.

Ils ajoutent qu'ils ne connaissent visiblement pas le marché, ce ne sont pas de véritables commerciaux qui mettent la pression chez les acheteurs! Et nous produisons, jour après jour du lait de très haute qualité, et eux ne savent pas le vendre, alors que nous les payons grassement pour cela, a déclaré l'un d'eux. Aujourd'hui le marché est demandeur, or le prix ne change pas ou très peu. C'est une preuve par A plus B qu'ils sont mauvais et que le système actuel ne fonctionne pas, poursuit-il.

L'heure est donc venue pour ces responsables de rendre des comptes à l'ensemble des familles paysannes suisses et au besoin de démissionner!

Dans l'assistance, d'autres ont ajouté qu'il fallait au minimum indexer leurs salaires au prix du lait! Tous ont scandé: nous, paysans, en avons marre d'être les prisonniers d'un système dans lequel

tout le monde s'enrichit, alors que nous nous crevons à la tâche pour un salaire horaire de misère! Et ce n'est pas l'initiative de l'USP qui va améliorer la chose! Bien au contraire, défendre les surfaces agricoles sans défendre les familles paysannes, c'est accepter que nous soyons toujours moins, avec plus

**L'heure est donc venue pour ces responsables de rendre des comptes à l'ensemble des familles paysannes suisses! - les bagnards de Pringy**



Les bagnards de la production laitière à Pringy (FR)

de travail par actif et donc un salaire horaire plus bas!

Nous voulons des prix, des jeunes et un avenir qui soit en accord avec les besoins et envies des consommateurs! Pour cela, nous devons revendiquer l'inscription de la souveraineté alimentaire dans la Constitution! Celles et ceux qui ne souhaitent pas cela pour l'agriculture ne travaillent pas

véritablement pour l'avenir des paysannes et paysans suisses. Ils peuvent démissionner ou nous arrêterons de les payer, concluent-ils.

Pour les bagnards à Pringy (FR),  
Nicolas Bezençon

LAIT: AFFAIRE PRINGY

## Comdamnés pour avoir eu raison

Pour revendiquer la mise en application d'un règlement adopté en avril 2009 par la Fédération des sociétés fribourgeoises de laiterie (FSFL), plusieurs centaines de producteurs s'étaient retrouvés le mois suivant, à Pringy, devant la Maison du Gruyère où se tenait une séance du comité de la FSFL. Les producteurs étaient très préoccupés par la production de quantités supplémentaires qui, ils le pressentaient, risquaient de casser le marché.

Suite à cet événement et à une longue procédure judiciaire, quatre paysans d'Uniterre ont été condamnés pour séquestration à une amende pécuniaire, 80 heures de travail d'intérêt général avec sursis de 2 ans et à payer les frais de justice - 12 800 Frs au total! Cela alors que leurs revendications se sont avérées justes.

La production supplémentaire a effectivement fait chuter le prix.

En effet, plus de quatre ans après les faits, force est de constater que

les quantités supplémentaires et la libéralisation des quotas ont provoqué une crise sans précédent dans l'histoire laitière du pays. Crise qui continue d'ailleurs aujourd'hui. Les stocks de beurre/poudre ont été évacués grâce à

des soutiens à l'exportation. La volatilité toujours plus grande des prix, le paiement selon la teneur en matières grasses et protéines, les taxes d'éloignement des ramassages, les livraisons mensuelles, la segmentation et d'autres mesures mises en place par les industries font chuter drastiquement le prix perçu par les éleveurs.

Avant d'être en faillite, beaucoup stoppent du jour au lendemain la production (1 500 paysans par an). De grands élevages comme de

plus petits disparaissent dans toutes les régions. Les pertes pour les producteurs se chiffrent en centaines de millions. Certaines industries craignent de ne plus avoir assez de lait, mais n'augmentent pas leur prix aux producteurs

pour autant, préférant miser sur du lait d'autres régions ou des importations.

C'est d'ailleurs Crémou, via Isabelle Chevalley, qui a lancé le débat aux Chambres autour de la libéralisation complète du marché laitier avec l'Europe. Le Conseil fédéral devrait se prononcer ces prochains jours sur ce sujet. La pression n'est donc pas prête de retomber. Or, ouvrir les frontières sans avoir un outil de gestion des quantités valable et performant est suicidaire pour la branche. Une étude indépendante rapporte qu'une exploitation sur huit parviendrait à se maintenir en production.

Aujourd'hui, la filière laitière est totalement pilotée par l'industrie. La volatilité des prix augmente. Les propositions de l'Interprofession du Lait ne sont jamais respectées et le nouveau directeur de la FPSL avoue que son

organisation n'a plus aucun poids dans les décisions stratégiques du marché. Le pouvoir politique et l'administration observent sans pour autant intervenir.

Dans ce contexte, la position des condamnés ne bouge pas. Ils revendiquent toujours la mise en place d'un système de régulation des quantités par le prix, à l'image de ce qui est en train de se dessiner en Europe. Si cet outil ne peut se mettre en place avec le soutien de la FPSL, ils estiment que les producteurs suisses sont en droit de remettre en question le fonctionnement, le rôle et même l'utilité de l'organisation. Elle n'est peut-être plus adaptée pour répondre aux attentes réelles des producteurs du pays. Gérer la production dans le but d'obtenir des prix en lien avec les coûts de production est le seul moyen de garantir un avenir à la production laitière suisse. Les condamnés persistent et signent.

Nicolas Bezençon  
secrétaire Uniterre

AGRICULTURE DE PROXIMITÉ

## Nouvelle ACP à Nyon?

Le 11 décembre, la Ville de Nyon et Uniterre tenaient une soirée d'information à la salle du Conseil de la Ville, pour une première discussion entre producteurs et consommateurs autour d'un futur projet d'agriculture contractuelle de proximité (ACP).

Une cinquantaine de personnes ont répondu à l'invitation. Parmi elles, une vingtaine de paysans du district et de nombreux jeunes consommateurs, motivés par le projet. Ces derniers ont clairement annoncé leur envie de participer à la mise en place d'une telle structure à Nyon. C'est encourageant et démontre qu'une partie de la jeune génération est persuadée qu'il est indispensable de consommer local, de saison, à juste prix avec un minimum de déchets, d'intermédiaires et d'impact sur l'environnement.

Lors de cette soirée, Nicolas Bezençon a clairement défini les points fondamentaux relatifs à la souveraineté alimentaire et a expliqué les différents fonctionnements d'une structure ACP. Pour illustrer cette première partie, un extrait du film de Nicole Petitpierre *Au cœur de la proximité*, présentant justement en images les rouages d'ACP romandes, a été diffusé. Le film peut être commandé sur [www.uniterre.ch/Nous\\_soutenir](http://www.uniterre.ch/Nous_soutenir).

### Témoignage de TourneRêve

Thomas Descombes, producteur des ACP *L'Affaire TourneRêve* et *Les Ares et Vous*, a ensuite offert au public un témoignage passionné et passionnant. En quelques minutes, il a parcouru son

histoire de vie. L'agriculture contractuelle lui a permis de devenir paysan à 100% après avoir roulé sa bosse dans l'éducation. Il a créé une nouvelle ferme qu'il développe aujourd'hui avec son frère.

En présentant les produits céréaliers de *L'Affaire TourneRêve*, Thomas a décrit la dynamique *rurbaine* de Genève, lancée entre autres grâce à cette ACP. Parce que les contrats permettent une meilleure planification de la production, assurent un revenu stable et garantissent les volumes de vente définis, les producteurs ont pu diversifier leurs cultures et investir dans différents outils de transformation adaptés aux volumes vendus. Thomas ainsi que d'autres producteurs ont développé la meunerie à façon avec un moulin à pierre mobile. En collaboration avec différents boulangers genevois, ils ont développé le pain *TourneReve*. Ce projet novateur a également la particularité de reverser 1% de la valeur des ventes à Uniterre, en soutien syndical.

A l'issue de la soirée, un groupe de consommateurs et de producteurs enthousiastes s'est formé, souhaitant poursuivre les réflexions. Il se réunira à nouveau en début d'année 2014 pour insuffler une forme à ce projet. Uniterre, la FRACP et la Commune de Nyon se réjouissent de soutenir cette aventure.

Nicolas Bezençon  
secrétaire Uniterre

En savoir davantage sur la dynamique  
nyonnaise:  
[n.bezancon@uniterre.ch](mailto:n.bezancon@uniterre.ch) 021 601 74 67

AGRICULTURE CONTRACTUELLE

## Projet à Dietikon

Cette année nous avons réalisé notre vœux de construire une stabulation libre pour nos vaches à cornes et elles y sont entrées en juin 2013.

La fromagerie de ferme intégrée au bâtiment est également là. L'idée de travailler l'entier de notre lait a toujours été un souhait. Le lien entre les animaux, la mise en valeur quotidienne de leur lait, le soin aux fromages est si important.

Le marché du lait bio saturé (nous vendons notre lait bio sans ensilage à un prix conventionnel), l'arrogance des acheteurs de lait, mais surtout la curiosité de recréer un lien réel avec une coopérative de consommateurs était très (trop) forte!

Avec quelques personnes faisant partie de la ferme ACP Ortoloco et d'autres intéressés, nous avons fait notre troisième réunion à la mi-novembre.

Pour l'heure, nous penchons pour un système de 100 à 120 abonnements. Chaque abonnement représente environ 12 L de lait. Cela correspond à la moitié du lait que nous produisons. L'autre moitié sera écoulée via 2 ou 3 automates de lait frais disposés dans les villes de Dietikon ou Zurich.

Nous pourrions imaginer un abonnement constitué de 2 L de lait cru, un yaourt nature de 500 gr et un yaourt au fruit de 500 gr, 250 gr de Mutschli, 100 gr de Camembert, 250 gr de fromage à pâte dure. Tous les produits seraient issus de l'agriculture biologique, les herbages seraient mis en valeur intelligemment et aucun litre de lait ne serait produit dans le vide. Ne trouvez-vous pas que ça sonne bien aux oreilles?

Fabian Brandenberger  
Section ZH

## Le sol, question culturelle

Autrefois, lorsqu'un champ se mariait encore avec un autre, il n'y avait ni thérapeute de couple, ni avocats spécialisés dans les causes de divorce. La liberté individuelle était très limitée. Aujourd'hui, l'humain est libre. Libre comme les oiseaux. Ces oiseaux qui nous permettent de savourer les délicatesses du monde entier, où que nous soyons. On appelle cela le libre choix - un phénomène qui ruine les personnes qui ont les pieds dans la terre et de la terre sous les ongles. Les paysans n'ont ni le libre choix ni la mobilité. La *mobilité du sol* est un mot créé par un groupe de réflexion assez détaché de la réalité.

Quand le sol devient mobile, il y a forcément un problème. Par exemple, un carambolage important parce que la visibilité est nulle. La raison: une tempête a soulevé un tourbillon de terre pour la déposer plus loin. *Ecœurée de servir de site de production, la terre s'est envolée en poussière.*

Pour nous, les paysans, il est clair que le sol est le fondement de chaque chose. Nous sommes tous faits de

la même matière et nous devons en prendre soin. Donc, lorsque le conseiller fédéral Schneider-Amman déclare dans la *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ.ch) que les paysans ont assez de terrains agricoles et des moyens de production adéquats pour augmenter la production au besoin, il s'affiche en industriel qui rabaisse l'agriculture au niveau d'une machine productrice. Mais le sol ne se soumet pas à ce régime-là. Solschenizyn a dit qu'il y avait deux choses importantes pour les sociétés: *le sol devrait être dans les mains de ceux qui le cultivent et les enfants dans les mains des meilleures personnes.* Le sol, une question culturelle et une question de survie. Uniterre chez nous et partout dans le monde. Solidaire et démocratiquement, puisqu'il n'y a pas d'autre terre que la nôtre. La tâche de la cultiver est importante, noble et belle. Ne nous laissons pas induire en erreur par ces grands voyageurs qui volent autour de la planète de façon démentielle.

Köbi Alt, vice-président Uniterre

VILLAGE ALTERNATIF

## Un espoir: Alternatiba

*Les ONG ont un fort potentiel militant. Les rassembler dans des actions locales peut produire des manifestations ou des mouvements très influents.* Adrien Kempf parle en connaissance de cause. Ce Français de 25 ans, permanent de la Chambre alternative d'agriculture du Pays Basque, est l'un des organisateurs d'Alternatiba, un *village alternatif* qui a réuni quelque 12 000 personnes les 5 et 6 octobre derniers dans les rues de Bayonne (France).

Thème de ce week-end très festif: présenter des solutions concrètes qui s'écartent du modèle économique dominant. Des paysans acteurs d'AMAP (Association pour le maintien de l'agriculture paysanne, version française de l'agriculture contractuelle de proximité) y étaient présents ainsi que ARRAPITZ. Cette fédération, qui met en œuvre un modèle de développement rural *viable et vivable*, rassemble 13 structures agricoles (coopératives ou syndicats d'agriculteurs).

Le succès de ce *village alternatif* a retenti jusqu'à Genève où Adrien Kempf est venu le présenter aux 3ème Assises transfrontalières, les 29 et 30 novembre. Celles-ci ont regroupé une centaine de personnes représentant des dizaines d'associations écologistes et alternatives des deux côtés de la frontière. Elles ont pu s'initier aux méthodes qui ont fait

le succès d'Alternatiba.

Aux prémices de ce village alternatif, il n'y avait guère qu'une dizaine de personnes qui voulaient *reprendre possession de la ville*. Et qui ont su gagner à leur utopie des dizaines de militants et d'associations, ainsi que des centaines de bénévoles, réunissant ainsi la masse critique indispensable au succès populaire.

A Genève, nombre de participants aux Assises transfrontalières sont repartis avec l'idée d'une *Alternatiba* à construire dans la région. De nombreux projets concrets, existants ou en cours d'élaboration, peuvent y participer. Parmi ceux-ci, celui d'une monnaie alternative qui servirait aux échanges régionaux et, d'une manière générale, la promotion des entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS) afin de la rendre plus visible.

Etape sur le long chemin d'une économie moins destructrice de ressources, ces assises déboucheront-elles un jour dans la région sur une *Alternatiba* franco-suisse? Les retombées d'un tel projet seraient certainement bénéfiques aux très nombreux acteurs régionaux de l'économie alternative, de la paysannerie à la finance.

Alain Dupraz, Section Genève

Alternatiba sur le net:  
[www.reporterre.net/spip.php?article4804](http://www.reporterre.net/spip.php?article4804)



POLITIQUE AGRICOLE

# PA 2014-17, c'est parti!

**A n'en pas douter, la fin de l'année 2014 rime avec d'innombrables séances dans les régions pour découvrir les nouveaux outils de la politique agricole 2014 et leurs impacts sur les exploitations. Agridea, en collaboration avec l'Office fédéral de l'agriculture, a organisé une journée d'information destinée aux vulgarisateurs et aux organisations agricoles. En voici quelques reflets.**

Première nouveauté, l'ensemble des moyens financiers destinés aux paiements directs se retrouve dans une seule ligne budgétaire. Ceci permettra à l'OFAG d'opérer des changements en cours de réforme. Une des premières pourrait être le soutien aux productions fourragères. Le pari de l'OFAG est que la réforme encouragera la production de grandes cultures, notamment les fourragères. Néanmoins si d'ici un an ou deux, l'effet escompté n'était pas obtenu, il pourrait introduire une prime pour corriger le tir, mais au détriment d'autres paiements.

Les unités de main d'œuvre standard (UMOS) n'ont pas encore été adaptées pour 2014. L'OFAG attend pour ce printemps les résultats d'un rapport. Si l'USP réclame une adaptation pour tenir compte des progrès techniques et ainsi favoriser les grosses structures, Uniterre, le VKMB et d'autres organisations refusent que l'évolution structurelle soit forcée par de tels critères qui dans les faits ne reflètent pas le travail accompli sur les exploitations.

L'échelonnement des paiements directs prend également un coup puisqu'ils ne seront plus réduits à partir de 45 ha déjà, mais dès 60 hectares. Si cela peut offrir un bouffée d'oxygène aux structures importantes, il faut rappeler que c'est surtout une attaque claire contre une répartition équilibrée des paiements directs puisque le gâteau global à partager restera le même.

En ce qui concerne la production de lait et de viande basée sur les herbages, nous sommes quelque peu étonnés qu'aucune exigence ne soit fixée pour l'origine des fourrages. Ainsi il sera possible d'importer du fourrage de base de Roumanie ou du Canada. La raison invoquée par l'OFAG? Laisser une marge de manœuvre aux labels pour faire mieux en se profilant sur le Swisness et en revendiquant une plus-value rémunérée cette fois par le marché... A voir si ces organisations sauront se positionner au plus vite sans se faire chamber par les grands distributeurs.

## Au-delà des paiements directs

Une nouveauté à souligner est l'arrivée d'une ordonnance sur la qualité et la durabilité. Celle-ci a pour objectif de soutenir la mise en place de nouvelles normes et d'encourager les projets *phares* d'une filière dans ces domaines de la qualité et la durabilité.

Une meilleure répartition de la valeur ajoutée et l'augmentation du revenu paysan font partie des éléments cités. Nous espérons que cela permettra de dynamiser et multiplier les projets allant dans ce sens.

De manière générale, nous avons des doutes quant à la capacité de cette réforme à atteindre l'objectif de réduire la charge administrative. Le système paraît fort complexe et chaque famille paysanne devra s'y pencher dans le détail pour optimiser ses paiements directs sans perdre de vue la nécessité qu'une part substantielle de son revenu soit issue de la vente de ses produits. C'est un peu la quadrature du cercle que de parvenir à tout concilier...

Enfin, il semble poindre une certaine volonté de l'administration de ralentir le rythme des réformes ou au moins de réduire leur importance.

## La Suisse au cœur des enjeux planétaires

Bernard Lehmann, Directeur de l'OFAG, s'est essayé à placer la politique agricole suisse au cœur des défis qui nous attendent d'ici à 2050. Exercice hasardeux entre de pures hypothèses quant à la future marche du monde et des mesures très concrètes et locales sur lesquelles nous avons pris. Si nous avons apprécié la reconnaissance de l'intérêt des circuits courts comme la nécessité de transformer nos potentiels locaux en revenu, nous restons plus dubitatifs sur l'affirmation que le défi technique et l'innovation soient les clés du succès. Brisant ce qu'il a lui-même défini comme le *tabou de la productivité*, Bernard Lehmann souhaite une production plus intensive pour que la Suisse contribue à l'alimentation planétaire et soit un laboratoire étant capable de marier durabilité et productivité. *Et si les OGM peuvent y contribuer, pourquoi pas*, ajoute-t-il. Il estime que la trop forte écologisation de l'agriculture est une attitude de nantis, de luxe. Pour notre part, nous sommes d'avis qu'il faut s'orienter vers une intensification écologique tenant compte de nos ressources naturelles et cesser de séparer artificiellement production et écologie comme notre politique agricole a eu tendance à le faire. Pour produire plus et mieux, une rémunération par le marché reste indispensable. Car tant qu'il sera économiquement plus intéressant de semer des jachères plutôt que des céréales



Uniterre à Berne, mars 2012

fourragères, il ne faut pas s'attendre à un renversement de la situation. Et là, Bernard Lehmann persiste et signe: *Le Parlement ne veut pas de l'Etat sur le marché, c'est au partenaires de s'entendre via des interprofessions, des contrats solides, transparents et loyaux et un monitoring.* Soit, mais l'Etat doit au moins faire en sorte que cela puisse voir le jour en mettant en place des garde-fous. Il est illusoire de croire que notre marché, de fait un oligopole dans plusieurs secteurs, se plie de bonne grâce à ces intentions.

De notre point de vue, un défi de taille manque d'ailleurs à l'appel: le politique. Nos gouvernements sont ils-prêts à reprendre la main sur les enjeux agricoles et alimentaires après les avoir livrés en pâture aux industries agro-alimentaires? Comment la société civile peut-elle imposer ce fameux changement de paradigme *le business tel qu'il est pratiqué n'est plus une option* appelé de leurs vœux par les auteurs du rapport agricole mondial, le prix Nobel alternatif Hans Rudolf Herren et le rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation Olivier de Schutter? Ces personnes demandent aux gouvernements de prendre leurs responsabilités.

M. Lehmann fait encore remarquer que la demande en denrées alimentaires sera quintuplée en Afrique d'ici à 2050 sous l'effet cumulé de la croissance et de l'évolution de la structure démographique et des changements d'habitudes alimentaires. Cela confirme que ce continent sera celui de tous les défis. A ce propos nous sommes ravis que La Via Campesina ait établi son secrétariat international sur ce continent car il faudra lutter pied à pied pour changer de paradigme et s'opposer vivement aux recettes des multinationales telle que la *nouvelle révolution verte pour l'Afrique*. Aux familles paysannes africaines de nous surprendre et à leurs Etats de les soutenir afin de ne pas répliquer les

erreurs que nous avons accumulées.

Bernard Lehmann rappelle enfin une série de pressions internationales qui influencent les hypothèses de travail de l'OFAG pour préparer l'horizon 2025: le probable accord à l'OMC, l'accord UE-USA de libre-échange, la poursuite de l'ouverture des marchés avec l'UE, les innombrables accords bilatéraux, la fin de subventions à l'exportation et la réduction des entraves non tarifaires. Ces chocs successifs seraient atténués par des mesures d'accompagnement. Lesquelles? Si ce n'est d'être plus compétitifs et de miser sur la qualité. En gros les Suisses paieront *suisse* pour des segments premium mais s'accommoderont des patates européennes, égyptiennes ou israéliennes... estime-t-il. Les perspectives sont claires: approvisionner l'industrie alimentaire et le commerce en matières premières de première qualité tout en réduisant l'écart de prix entre la Suisse et l'UE.

Pour réduire ces pressions, Uniterre doit contribuer au niveau européen comme mondial à créer des alliances de résistances contre le libre-échange. Nos collègues européens se mobilisent, nos collègues du monde ne lâchent pas prise non plus sur l'OMC.

Valentina Hemmeler Maïga,  
secrétaire Uniterre

**Marché prévôtois**  
le samedi matin à Moutier  
dès mars 2014

**Appel à paysans-es**

Infos: Stéphane Froidevaux  
078 664 57 47  
stephane.froidevaux@museedutour.ch

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

# Le paquet de Bali déroule un tapis rouge pour les multinationales

La 9<sup>ème</sup> Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), s'est poursuivie jusqu'au samedi 7 décembre, pour finalement valider une série d'accords, dit *paquet de Bali*, au détriment des pays en développement, des populations pauvres et de ceux et celles qui souffrent de la faim.

## Faciliter les échanges au profit des multinationales

Si le paquet de Bali est salué comme une victoire par l'OMC car il permet de débloquer l'impasse dans laquelle se trouvaient les négociations, il offre un accord juridiquement contraignant sur la facilitation des échanges qui est coûteux à mettre en œuvre pour les pays en développement et qui déroule un tapis rouge aux entreprises multinationales. La facilitation des échanges, ou l'assouplissement des procédures et des frontières douanières, avantage clairement les grandes entreprises multinationales qui contrôlent déjà les exportations et les importations. Comme le montre les données du rapport sur le commerce mondial de 2013, 80% des exportations américaines sont effectuées par à peine 1% des grands exportateurs, 85% des exportations européennes sont traitées par seulement 10% des grands exportateurs et 81% des exportations dans les pays en développement sont concentrées dans les mains des cinq plus grandes entreprises exportatrices.

## Une clause de paix à Bali qui met en péril le droit à l'alimentation

En échange du coûteux et légalement contraignant accord sur la facilitation des échanges, les pays en voie de développement ne reçoivent rien de valable. La très mauvaise clause de paix, hautement médiatisée, viole le droit à l'alimentation et met en péril le droit à la souveraineté alimentaire puisqu'elle impose de nombreuses restrictions quant à la capacité des pays en développement d'apporter un soutien aux petits paysans et aux populations les plus pauvres. Elle ne s'applique qu'aux programmes de sécurité alimentaire de stocks publics existants qui dépassent la mesure globale de soutien autorisée.

Concrètement, seule l'Inde peut utiliser cette clause et aucun futur programme de sécurité alimentaire des pays en voie de développement ne sera autorisé. Plus important encore, les pays en développement devront reconnaître le fait qu'ils violent les règles de l'OMC avant de pouvoir appliquer la clause de paix. C'est une absurdité car aucun pays ne devrait avoir à mendier le droit de pouvoir garantir le droit à

l'alimentation de sa population.

## De vieilles promesses non tenues

La question de subventions à l'exportation restera une promesse, une fois de plus. Dans le paquet de Bali, l'OMC ne fait que préciser que: *la concurrence à l'exportation reste une priorité pour le programme de travail post-Bali*. Et là, l'OMC ne demande pas aux pays industrialisés de reconnaître à genoux qu'ils violent les règles de l'OMC. Quant à la requête de longue date des pays africains sur le coton, qui avait été inscrite sous forme de promesse dans la déclaration ministérielle de Hong Kong, elle n'a jamais été mise en œuvre.

L'OMC a une fois de plus démontré qu'elle est une organisation qui profite seulement aux multinationales et aux Etats puissants orientés vers l'exportation et qu'elle ne fait que favoriser la concentration de la richesse dans les mains de quelques-uns. L'OMC n'a jamais permis et ne permettra jamais d'assurer le développement des populations. L'OMC est une institution en faillite et délégitimée qui cherche désespérément à se relancer avec un paquet de Bali dont le coût en termes de souveraineté alimentaire, de moyens de subsistance, d'emplois et d'avenir des populations est élevé.

## Accords de libre-échange: nos droits bradés aux multinationales

En plus de l'accord survenu à Bali, deux négociations secrètes et parallèles ont de quoi faire trembler les citoyens. L'Accord sur le Commerce et les Services (TiSA) est en négociation à Genève. Il réunit 27 pays dont les Etats-Unis, l'UE et la Suisse. Son objectif est de déréguler tous les services (notamment financiers)

et de privatiser certains services publics. Au nom de la neutralité concurrentielle, des hôpitaux ou écoles privées devraient être subventionnées au même titre que les institutions publiques. Ainsi, l'Etat et donc le contribuable, serait sommé de passer à la caisse pour financer ces groupes mais n'aurait aucun droit sur les éventuels bénéfices...

Le second accord qu'il faut craindre comme la peste est l'Accord de Par-



Manifestation à Bali le 3 décembre 2013, Syndicat paysan indonésien SPI  
Source: La Via Campesina

tenariat Transatlantique (APT) entre les USA et l'UE. Il aurait un impact direct sur la Suisse notamment par le canal des bilatérales. Cet accord, s'il est signé, porterait un coup violent à la souveraineté des pays et ouvrirait une zone de libre échange encore inégalée. Côté américain, plus de 600 consultants mandatés par les multinationales ont été dépêchés... Cet accord prévoit en effet de limiter drastiquement les règles telles que l'étiquetage des produits, des substances toxiques ou l'interdiction des OGM. A tous les niveaux de l'Etat, jusqu'aux municipalités, l'Etat devrait se plier à des lois qui ne font que profiter aux multinationales. Même si les gouvernements venaient à changer de majorité, des modifications du traité ne pourraient avoir lieu qu'avec l'assentiment de tous les signataires. Les multinationales pourraient trainer les Etats devant des Tribunaux s'ils étaient soupçonnés d'entraver le libre-échange. Cet accord prévoit des tribunaux extra-judiciaires qui permettraient de réclamer des dommages et intérêts aux Etats trop scrupuleux. Trois avocats d'affaires siègeraient dans ces cours spéciales. Ce n'est pas de la politique fiction puisque ce processus est d'ores et déjà amorcé. Une multinationale réclame à l'Allemagne des millions de dollars pour son choix de renoncer au nucléaire. En France, un autre groupe se plaint que ce pays ait retiré un permis pour le gaz de schiste. Enfin un troisième pays

est trainé devant les Tribunaux pour l'instauration d'un salaire minimum. Ainsi, un droit du travail trop social, une législation environnementale trop verte, une législation sur les denrées alimentaires trop soucieuse de la santé des populations, sont les cibles privilégiées des multinationales. Ces dernières pourraient obtenir réparation et au final, les contribuables devraient payer. Une escroquerie!

Cette situation doit alarmer les familles paysannes et l'ensemble de la société. Il n'est pas acceptable de concéder nos droits aux multinationales. Bon an mal an, les Parlements sont élus par le peuple. Ils leurs doivent des comptes. Mais les multinationales, elles, ne se préoccupent que de leurs actionnaires.

Uniterre était présent parmi les mille manifestants réunis le 3 décembre à Genève pour dénoncer ces accords pernicieux. Ce n'est pas suffisant. Il faut une mobilisation populaire beaucoup plus large à l'image de celle qui a permis de mettre au rebus le précédent accord de ce type en 1998 (Accord multilatéral sur l'investissement-AMI). En Allemagne, le syndicat paysan AbL a une longueur d'avance dans la mobilisation citoyenne contre l'APT. Ils sont déjà allés signifier leur mécontentement à Bruxelles.

La Via Campesina et Uniterre



SECRÉTARIAT ET SECTIONS D'UNITERRE

# Des nouvelles de votre syndicat

## Présidence

Une rocade s'est effectuée au sein du trio et ceci jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire 2014. Charles Bernard Bolay devient ainsi président ad intérim, remplaçant Alexandre Delisle. Ulrike Minkner et Jakob Alt prennent les places de vice-présidents. Le comité les remercie pour leur engagement constant pour l'avancée de votre syndicat.

## Commission du personnel

Nous cherchons une personne qui souhaite remplacer Charles Bernard Bolay devenu Président. Cette commission est chargée du suivi financier et des ressources humaines de votre syndicat. Les 3 contrôleurs aux comptes répondent toujours présents et nous les en remercions: Charles Albert Schaff-Roth, Sylvie Bonvin et Bernard Treboux.

## Au niveau du secrétariat

À la fin décembre, Anne Gueye Girardet qui était secrétaire syndicale à Uniterre depuis juillet 2010, nous quitte pour de nouvelles aventures professionnelles. Elle travaillera à la Fédération vaudoise de coopération. Néanmoins elle gardera un pied dans Uniterre en demeurant active à la Commission Internationale d'Uniterre pour laquelle elle continuera de gérer les projets avec nos collègues du sud. Le comité la remercie pour son engagement permanent. Cheville ouvrière de la plateforme nationale souveraineté alimentaire, de la mise sur pied du 1er Forum européen souveraineté alimentaire et de la mise en place de la délégation Suisse, Anne a encore coordonné la réalisation de la brochure *La souveraineté alimentaire, du champ à l'assiette*, un document collectif d'une soixantaine de pages qui connaît un franc succès. Elle a été rédactrice du journal Uniterre et a œuvré à la réalisation de nombreux autres projets.

Pour la remplacer, à 60% et jusqu'en juin 2014, nous avons le plaisir d'accueillir Marie-Eve Cardinal, agronome. Engagée déjà depuis avril 2013 pendant le congé maternité de Valentina Hemmeler Maïga, elle s'est essentiellement consacrée à la mise sur pied de la Semaine du Goût 2013 et à la rédaction du journal. Durant le 1er semestre 2014, elle reprendra ces deux dossiers et apportera sa contribution aux efforts pour trouver de nouveaux membres et

pour un projet européen consacré aux échanges d'expériences entre paysans sur l'agroécologie.

## Section Genève

Elle s'est engagée récemment à réactiver des réunions régulières et à mettre sur pied un petit groupe de personnes relais pour le comité national. Il s'agira aussi de déterminer un-e président-e. Tous les membres genevois sont bien sûr conviés à ces séances. La Section GE s'occupera de questions locales tels que le suivi de la loi sur la promotion de l'agriculture, le label GRTA et les projets équitables. Les plateformes de commercialisation, permettant de faire le lien entre la ville et les campagnes, d'approcher la restauration collective ainsi que d'aborder les questions d'aménagement urbain en vue d'y intégrer une stratégie alimentaire, sont également au programme. La Section GE souhaite également suivre de plus près le projet d'Uniterre sur les fourragères locales. Enfin, elle identifie deux moments *grand public* en 2014: le 17 avril, Journée des luttés paysannes, et la Semaine du Goût en septembre.

**Contact GE: Rudi Berli**  
r.berli@uniterre.ch / 078 707 78 83

## Section Jura

Elle souhaite que les sections, avec l'appui de la commission lait, examinent la manœuvre de libéralisation de la ligne blanche. Elle reste très intéressée à la mise sur pied d'un projet de lait équitable suisse. La section soutient l'idée d'Uniterre de créer une plateforme commune pour relancer les fourragères locales. Elle étudie son éventuelle participation à la semaine du Goût, la ville de Moutier étant désignée *Ville du goût 2014*. Elle est à la recherche de personnes qui souhaitent s'engager dans le comité de la section et la représenter au comité directeur mensuel d'Uniterre.

**Contact JU: Cédric Gigon**  
ced\_gigon@hotmail.com / 079 273 42 19

## Section Vaud

Elle recherche un nouveau président, Charles-Bernard Bolay occupant maintenant la présidence d'Uniterre. Elle recherche également des membres pour rejoindre son comité, pour environ 7-8 séances de coordination par année.

En février 2014, en collaboration avec la Commission Lait d'Uniterre, la Section VD organisera une conférence autour de la Ligne Blanche. Elle souhaite aussi mettre en avant les ACP et appuyer l'initiative d'Uniterre sur la souveraineté alimentaire, un réel pas pour faire changer les choses.

**Contact VD: Christophe Michon**  
ch.p.michon@bluewin.ch/079 282 05 47

## Section Fribourg

Elle a d'ores et déjà annoncé son intérêt pour la Semaine du Goût 2014. La Section FR contribuera aussi à renforcer le projet d'agriculture contractuelle de proximité Croqu'terre, créé en 2012, en bénéficiant entre autres de l'expérience des autres ACP membres de la FRACP. Elle souhaite aussi thématiser la problématique de l'ouverture de la ligne blanche et ses impacts sur le lait de fromagerie. Cremo étant le transformateur qui a amené cette question au Parlement, la Section FR se sent particulièrement concernée. Prochainement, la Section FR fera une consultation au sujet du Plan d'action pour le développement de l'agriculture biologique dans le canton de Fribourg, dont le but est la reconversion au bio et l'instauration d'une dynamique bio dans le canton. Infos: [www.bio-fribourg.ch](http://www.bio-fribourg.ch)

Enfin, la Section FR accueille volontiers les membres intéressés à rejoindre le comité.

**Contact FR: Stéphane Mauron**  
mauronromain@bluewin.ch  
026 655 16 27

## Section Neuchâtel

Elle étudie une possible participation à la Semaine du Goût. La Section NE est également intéressée à travailler plus activement sur le projet de lait équitable. Elle creusera en ce sens les possibilités existantes dans les principales municipalités, en s'appuyant sur la présence de la souveraineté alimentaire dans la loi cantonale. Elle souhaite finalement, au cours de la prochaine année, se rapprocher de la nouvelle génération d'agriculteurs-trices neuchâtelois-es.

**Contact NE: Philippe Reichenbach**  
philippe.reichenbach@sunrise.ch  
079 640 89 63

# Agenda

## Rencontres écosocialistes européennes

Genève  
du 24 au 26 janvier  
alterecosoc.org

## OMC et plus! Käfigturm, Berne

28 février  
Organisation mondiale du commerce et accords bilatéraux: impacts sur la société.  
Avec Nikolai Fuchs de la Fondation Nexus  
Org.: Uniterre et Vision2035

Infos: [www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch) > Agenda

Les sections bougent, de nombreuses activités se passent, voient le jour dans vos sections. N'hésitez pas à prendre contact! Les sections vivent avec vous. Vous y avez votre place!

## Section Chablais-Valais

Elle reste particulièrement intéressée par la question du lait d'industrie. Pour l'heure, elle est à constituer un noyau de personnes en mesure de faire vivre la section par des activités propres. Toute volonté en ce sens est bienvenue.

**Contact VS: Patrice Dubosson**  
petrapatrice@bluewin.ch  
079 418 77 85

## Section Zurich

Elle continue d'appuyer le projet contractuel de lait équitable d'un de ses membres et s'engage collectivement à lutter contre la perte de terres cultivables, particulièrement pour le cas d'un projet de golf prévu sur des terres agricoles.

**Contact ZU: Samuel Spahn**  
spahn.s@bluewin.ch  
076 512 75 55

## Section Nord-Ouest

Elle se construit peu à peu. Pour créer un sentiment d'appartenance, elle suggère d'organiser ses rencontres en tournus dans les fermes des membres afin de mieux se connaître.

**Contact NO: Florian Buchwalder**  
flobass@gmx.ch  
079 470 70 48